

Marseille : dans quel "ailleurs" iront vivre les Roms ?



Publié le jeudi 11 août 2011 à 12H07



Le campement de la Porte d'Aix peut être expulsé à tout moment. Impuissantes, les familles attendent, se demandant où elles pourront aller.

Photo Cyril Sollier

"Il faut que les Roms partent ailleurs", déclarait le maire, il y a quelques jours, sous les feux médiatiques braqués sur la Porte d'Aix. Ailleurs... Oui mais où ? Sur le terrain vague voisin, sous le pont d'à côté ? Depuis 2006 et l'apparition des premiers bidonvilles de ressortissants bulgares et roumains à Marseille, - déjà à la Porte d'Aix !- la seule réponse apportée par les autorités, sous la pression de riverains excédés, aura été l'expulsion. De squat en squat. Au coup par coup. Cet été, des centaines de familles ont ainsi été jetées à la rue, laissant craindre à Médecins du monde une "véritable catastrophe sanitaire". Toujours plus démunis, sans accès à l'eau, ces jeunes couples, souvent parents de jeunes enfants survivent désormais dans le plus grand dénuement, sous les passerelles autoroutières ou à la Porte d'Aix.

La fin de ce campement, né justement des expulsions de juillet, serait prévue ce jeudi. *"C'est un déni d'humanité"*, désespère la Ligue des droits de l'Homme, qui tentait hier soir, avec d'autres, une médiation afin d'obtenir un gymnase. *"Il est honteux et inacceptable d'expulser des Roms sans accompagnement, renchérit Michel Vauzelle, président PS de la Région. Les expulsions ne constituent pas une solution." La fédération socialiste des BdR disait elle aussi sa "profonde inquiétude"*.

Pourtant, assure Grégoire Cousin, enquêteur pour l'ONG hongroise European Roma rights centre (ERRC), et dépêché en urgence pour examiner la situation "explosive" à Marseille, *"la solution est essentiellement entre les mains de la mairie, qui maîtrise le foncier. Si elle bloque, on ne peut pas faire grand-chose"*. Le chercheur, qui s'apprête à envoyer son rapport aux structures européennes, mais aussi au préfet et à Jean-Claude Gaudin, y pointe un "niveau de violence institutionnelle exceptionnelle" à l'encontre des Roms. *"En un mois, certaines familles ont été expulsées plusieurs fois, ont vu leurs tentes déchirées, leurs affaires jetées. Il y a eu des gaz lacrymogènes et des menaces"*, affirme Grégoire Cousin, également frappé par *"le niveau d'agressions dont sont victimes les Roms de la part d'une frange de la population marseillaise"* et convaincu de *"l'urgence humanitaire"* en jeu ici. *"Des gens ont failli mourir dans la voiture où ils dormaient car quelqu'un y avait mis le feu !"*

"Ici, les Roms sont victimes d'un niveau de violence institutionnelle exceptionnelle." Grégoire Cousin, ONG ERRC

Les Roms seraient moins de 2 000 à Marseille (15 000 en France), un chiffre stable en dépit de leurs difficiles conditions de vie et du rythme soutenu des reconduites à la frontière. Dans notre ville, les familles se concentrent sur les quartiers paupérisés, disposant encore de terrains en friche, d'immeubles désaffectés : on les trouve à Saint-Mauront, à la Belle-de-Mai, La Capelette, la Villette, aux Crottes, etc. Souvent, d'ailleurs, c'est l'imminence du lancement d'un chantier qui va vider les squats. Ressortissants européens depuis le 1^{er} janvier 2007, les Roms peuvent entrer sur le territoire français librement, et y demeurer trois mois sans justifier d'une activité; seul le trouble à l'ordre public peut justifier une reconduite à la frontière.

En théorie, 150 métiers leur sont ouverts en France; mais leurs conditions d'accès sont telles que les familles n'ont accès qu'à "une économie de survie". Mendicité, récupération d'objets jetés dans les poubelles... *"En Roumanie, le salaire moyen est de 150 € et le chômage fait rage, nous expliquait Ghita, trompettiste de la fanfare Vagabontu. Ici, en jouant dans la rue, j'ai pu gagner 40 € par jour !"* *"Vos poubelles sont plus remplies que les nôtres"*, concluait aussi un autre Rom. Si les communes en appellent à l'aide de l'Europe, certaines villes ont innové : le Grand Lyon va ainsi travailler en Roumanie à l'amélioration des conditions de vie des Roms, afin de leur faire renoncer à l'exil. À Saint-Denis, la mairie a installé des familles sur des friches.

En 2009, l'unique tentative de l'État de créer un terrain d'accueil aux Aygalades, initiative alors soutenue par la Ville, avait tourné court sous la pression des habitants et des élus de secteur. Samia Ghali, sénateur maire PS des 15^e-16^e, plaide depuis pour "une répartition juste" des Roms sur l'ensemble du territoire communal. Proposition toujours restée lettre morte.

Delphine TANGUY

Une centaine de Roms évacués ce matin

La police a procédé ce matin à l'expulsion d'une centaine de Roms, dont un tiers d'enfants, qui avaient érigé un campement de fortune sur les pelouses marseillaises de la porte d'Aix, l'une des principales entrées dans la ville, a-t-on appris auprès de militants associatifs locaux. Les forces de l'ordre sont intervenues peu après 6h00 en encerclant le campement insalubre. Elles ont procédé à des contrôles d'identité avant de déloger les Roms de l'espace qu'ils occupaient depuis près d'un mois.

"C'est l'illustration du racisme ordinaire subi au quotidien par cette population, des gens que l'on peut évacuer au petit matin comme des délinquants. On veut cacher la misère aux yeux du monde, mais on ne résout pas le problème", a déclaré à Reuters Philippe Dieudonné, vice-président de la Fédération des droits de l'homme des

Bouches-du-Rhône. Le tribunal administratif avait validé mardi l'arrêté municipal réclamant la fin d'une occupation "de nature à générer un trouble grave à l'ordre public qui s'accroît chaque jour".

Le Samu social a proposé des places d'hébergement dans une unité d'accueil d'urgence de la ville. *"Ce n'est pas une solution adaptée aux familles qui préfèrent retourner dans la rue"*, a précisé Philippe Dieudonné. *"Nous demandons toujours la mise à disposition de terrains appartenant à l'Etat qui pourraient les accueillir dans des conditions normales"*.

Un an après le lancement d'une politique de démantèlement de leurs camps, les expulsions de Roms se poursuivent en France et leur précarité s'aggrave, sans pour autant diminuer leur nombre, selon un récent rapport de Médecins du monde. Des associations de soutien aux migrants estiment que cette politique ne vise qu'à gonfler les statistiques des reconduites à la frontière, d'autant que ces citoyens roumains et bulgares peuvent revenir librement en France une fois expulsés.

Le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a porté il y a quelques jours à 30 000, contre 28 000 auparavant, l'objectif 2011 de reconduites à la frontière d'immigrés en situation irrégulière. Un tel chiffre constituerait un nouveau record historique.